

Qui combat l'initiative?

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1972)**

Heft 188

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1016039>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

NEUF SEMAINES AVANT DE REFUSER L'EXPORTATION D'ARMES

Qui combat l'initiative ?

Un « Comité d'action suisse pour une défense du pays efficace » vient de se constituer. D'emblée il se prononce en faveur d'un contrôle renforcé de l'exportation du matériel de guerre. Volonté bien tardive. Les parlementaires bourgeois qui sont à la tête de ce comité ont, avec la majorité de leurs collègues, repoussé toutes les propositions qui auraient permis d'améliorer les dispositions en vigueur actuellement.

Il est intéressant de noter que la campagne contre l'initiative prévoyant l'interdiction de l'exportation d'armes a commencé en fait depuis longtemps. Anonymement, sous le couvert de bureaux publicitaires et d'agences de relations publiques. En voici les principaux :

— *Le bureau R. Farner*, à Zürich, ainsi que la *Société pour le développement de la volonté de défense et la science militaire (WFWW)*, sise au même domicile. Deux officiers d'état-major y travaillent : Gustave Däniker et Dominique Brunner. Farner lui-même est colonel

EMG (au sujet du bureau Farner et de ses activités lire le roman de Walter Diggelmann « La Trahison de Harry Wind », aux Editions Rencontre).

— *La Société pour le développement de l'économie suisse*, à Zürich, qui finance la *Correspondance politique suisse*, agence de presse qui livre gratuitement aux journaux des articles contre l'initiative.

— *L'Action pour une libre formation de l'opinion* (Trumpf Buur), Zürich ; cette officine que possède et dirige le conseiller national Eibel fait insérer des annonces dans des dizaines de journaux alémaniques dont le tirage total dépasse le million d'exemplaires.

— *Le bureau-conseil H.G. Giger*, un ancien de la SDES ; son directeur a participé à plusieurs reprises à des débats, forums et autres tables rondes où il représentait le point de vue des milieux économiques. Son agence a notamment combattu l'initiative pour le droit au logement.

La Suisse et le prix de la grande politique

Dans la grande politique inspirée par Henry Kissinger, le président Nixon joue maintenant au Vietnam une partie décisive. Car pour obtenir le maximum d'honneur et de sécurité dans ce dégageant que lui ordonne la prudence électorale, il doit rechercher sur le terrain le meilleur rapport de forces possible. Mais pour atteindre cet objectif, il ne lui reste plus aujourd'hui, depuis l'évident échec de la vietnamisation, qu'une seule carte militaire, au Nord comme au Sud-Vietnam, accroître la sophistication de ses armes, qui seule permet de tenir à bout de bras une armée sai-

gonnaise en général défaillante et de repousser l'ennemi, sans engager directement le corps expéditionnaire terrestre américain.

Cela signifie la constitution de champs de bataille automatisés, lyriquement décrits par le général Westmoreland, ex-commandant supérieur au Vietnam : « Je vois des champs de bataille où nous pourrions détruire tout ce que nous pourrions localiser grâce à des transmissions instantanées et à une mise en œuvre presque immédiate d'une puissance de feu assurément mortelle... »

Cela signifie surtout la multiplication des instruments de détection et des armes antipersonnelles, des gadgets meurtriers plus astucieux les uns que les autres qui, jetés du haut des airs, frappent avant tout la population civile. Car c'est à elle que l'on s'en prend afin de briser le moral des combattants, d'affaiblir la capacité de production économique et de paralyser l'insaisissable machine de guerre adverse. Plus que jamais, les populations non-combattantes sont donc les victimes d'une partie diplomatique subtile, trop abstraite et trop « intelligente » pour connaître les souffrances de quelques millions d'êtres humains.

Tous les systèmes politiques ont au moins cela de commun que l'homme n'y est jamais « le capital le plus précieux ».

Dans cette guerre indochinoise de plus en plus sophistiquée, les marchands de canons et même les constructeurs d'avions le cèdent aux entreprises chimiques, métallurgiques et électroniques.

Parmi ces dernières, le trust Honeywell, établi à Minneapolis, spécialiste de l'électronique, des fabrications militaires et de l'informatique. Depuis son débarquement en Europe et surtout la fusion de son département « Informatique » avec celui de General Electric en 1970 (qui fait notamment passer sous son contrôle la compagnie ex-française Bull) cette société multinationale progresse à pas de géant. Elle occupe maintenant sur le marché mondial de l'électronique une lointaine deuxième place, derrière IBM.

Dans cette ascension rapide, la guerre du Vietnam joue un rôle considérable. Puisque le trust aurait livré, de 1965 à 1970, pour plus de 250 millions de dollars d'armes et de munition aux armées américaines. Directement ou indirectement (informatique) 40 % de ses fabrications serait destiné à la guerre. Et l'évolution actuelle du conflit ne peut que renforcer cette participation puisque Honeywell s'est acquis une réputation toute particulière dans la fabrication des